



COMPTES DE LA SANTÉ 2016



Dépenses en médicament et autres produits de santé

NOTE DE POLITIQUE

AVRIL 2018



Table des matières

Introduction	3
I. Profil du financement de la Santé en Côte d’Ivoire	4
I.1 Caractéristiques du financement de la santé	4
I.2 Analyse des dépenses de santé	6
II. Analyse du financement du médicament et autres produits de santé	9
II. 1. Profil du financement du médicament et autres produits de santé	9
a. Dépenses en médicaments et autres produits de santé par source de financement	9
b. Paiements directs des ménages en médicaments et autres produits de santé par prestataire 10	
II. 2. Dépenses en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge 11	
II.2.1 Dépense publique en médicaments et autres produits de santé	12
a- Dépenses publiques en médicaments et autres produits de santé par pathologie	12
b- Dépenses publiques en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge	12
II.2.2 Paiements directs des ménages	13
a. Paiements directs des ménages en médicaments par pathologie	13
b. Paiements directs des ménages en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge	15
II.2.3 Dépense en médicaments et autres produits de santé du RdM	15
a- Dépense du RdM en médicaments par pathologie	16
b- Dépense du RdM en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge 16	
Conclusion et recommandations	17

Introduction

Les médicaments et autres produits de santé font partie intégrante du système de santé et en constituent une fonction essentielle. L'accès constant des populations à des médicaments essentiels de qualité, sûrs, efficaces, accessibles géographiquement et financièrement est à la fois une quête permanente de toutes les politiques de santé et un défi majeur de celles-ci, pour soutenir durablement la croissance et le développement du pays.

En outre, assurer l'accès universel aux médicaments à un coût abordable est un des objectifs du Programme de Développement des Nations-Unies adopté en 2015, qui recommande aux Etats :

- d'appuyer la recherche et le développement de vaccins et de médicaments contre les maladies, transmissibles ou non, dans les pays en développement ;
- de donner accès à un coût abordable aux médicaments et vaccins essentiels, conformément à l'accord de Doha sur les Aspect des Droits de Propriété Intellectuelle qui touche au Commerce (ADPIC) ;
- d'assurer l'accès universel aux médicaments.

Selon l'OMS¹, plus de 2 milliards de personnes n'ont pas un accès régulier aux médicaments essentiels particulièrement dans les pays d'Afrique et d'Asie à revenu faible ou plus de la moitié des populations sont concernées.

La dégradation de la situation socio-économique de nombreux pays rend la situation encore plus tendue, y compris dans les pays les plus industrialisés, et conduit à une réflexion sur les choix stratégiques en terme de politique de santé.

En Côte d'Ivoire, la disponibilité des produits pharmaceutiques, des produits sanguins, des vaccins et autres intrants stratégiques dans toutes les structures sanitaires constitue une priorité et s'inscrit dans le Plan National de Développement Sanitaire².

Ainsi, les dépenses en médicaments et autres produits de santé méritent d'être examinées de façon attentive, car elles représentent, un aspect critique de la politique de santé.

Les Comptes de la Santé constituent un outil essentiel pour réaliser une analyse conséquente du financement de la santé en général et celui du Médicament en particulier. En effet, les Comptes de la Santé font une description systématique des flux financiers liés à la consommation de biens et services de santé. Ils visent principalement à décrire le système de santé du point de vue des dépenses³.

Cet exercice appliqué aux médicaments et autres produits de santé a mis l'accent sur leurs modes de financement ainsi que les différents investissements réalisés dans la prise en charge curative et préventive des maladies.

¹ OMS, Forum tenu à Genève du 18 au 20 février 2015, consacré aux questions relatives à l'accès aux médicaments

² PNDS 2016-2020

³ Système de Comptes de la Santé 2011, Version abrégée, version juin 2012

I. Profil du financement de la Santé en Côte d'Ivoire

L'analyse du profil du financement de la santé en Côte d'Ivoire ces cinq dernières années montre que les dépenses de santé sont effectuées par le secteur public, le secteur privé, les ménages et le Reste du Monde (RdM). Les ménages demeurent la première source de financement.

I.1 Caractéristiques du financement de la santé

En Côte d'Ivoire, alors que le budget de l'État connaît une croissance importante, le financement des dépenses de santé reste largement tributaire des paiements directs des ménages. En effet, sur les cinq dernières années (2012-2016), l'on observe une tendance à la hausse du budget de l'État, passant de **3 160,7 milliards de FCFA** à **5 813,3 milliards de FCFA**, soit une croissance de **83,92%**.

Sur cette même période, les dépenses publiques de santé, bien qu'ayant connu un accroissement de **70,82% (172,4 milliards à 294,5 milliards)**, demeurent encore faibles car elles représentent en moyenne 5% du budget de l'État. La part moyenne du budget de l'État alloué à la santé (**5,93%**) est en deçà des **15%** fixé par le Sommet des chefs d'État Africains de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 2001. Les paiements directs des ménages restent supérieurs aux dépenses publiques de santé (**43,58%** contre **23,89%** en moyenne) et constituent la première source de financement de la santé.

Le niveau de paiements directs élevé impacte sur le revenu et l'accès aux soins des ménages.

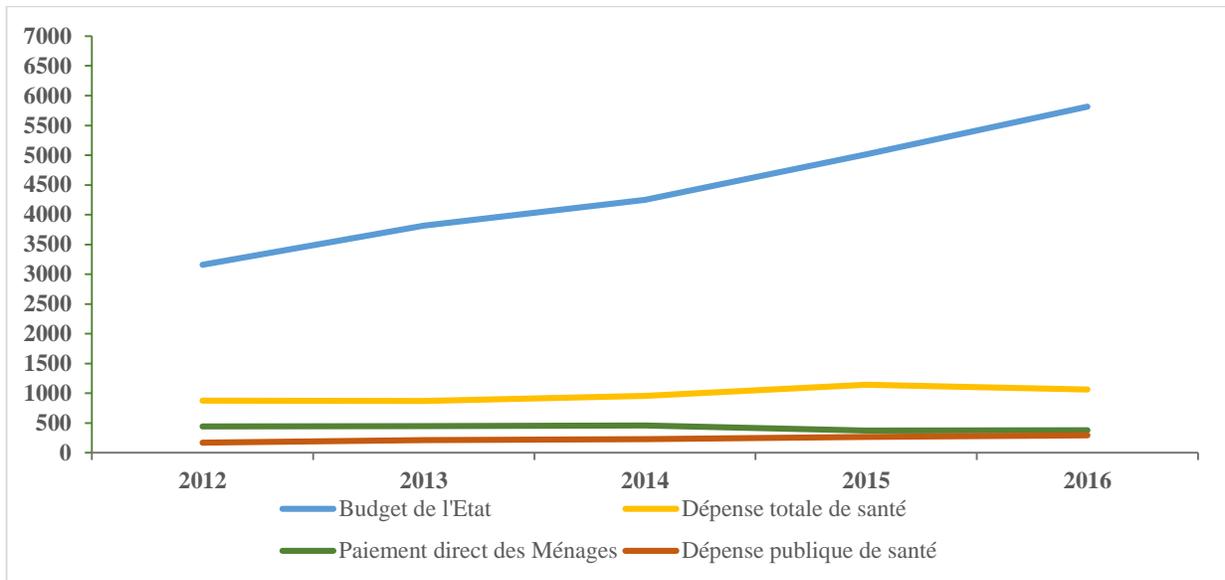
En 2015, les paiements directs rapportés à la dépense courante de santé restent légèrement supérieurs à la moyenne de ceux des pays à revenu faible et intermédiaire tranche inférieure (36% contre 35%⁴).

En 2016, cette part est de 40,15%.

Le niveau élevé des paiements directs expose un certain nombre de ménages à des dépenses catastrophiques⁵. Le déploiement de la Couverture Maladie Universelle (CMU) pourrait contribuer à réduire ce risque.

⁴ NHA indicators CIV, 2016

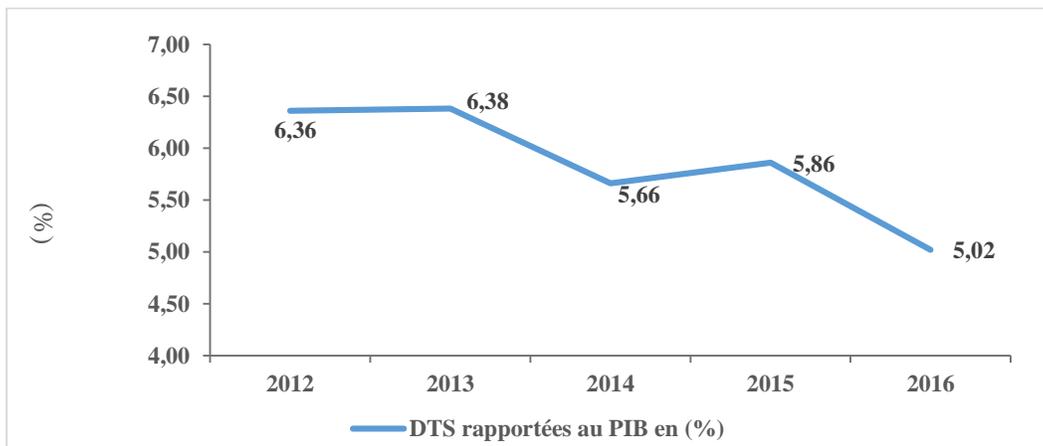
⁵ Lorsqu'un ménage utilise au moins 40% de sa capacité à payer pour faire face à ses paiements directs (approche OMS)



Graphique 1 : Évolution des indicateurs clés des Comptes de la Santé (CS) de 2012 à 2016

Entre 2012 et 2016, le produit intérieur brut (PIB) réel est passé de **13 804 milliards de FCFA** à **21 195,7 milliards de FCFA**, soit un accroissement de **53,55%**, tandis que la Dépense Totale de Santé (DTS) a évolué de **877,5 milliards de F CFA** à **1 064,9 milliards de FCFA**, soit une augmentation de **21,36%**.

La DTS rapportée au PIB, soit la part de la richesse créée consacrée à la santé, est passée de **6,36%** à **5,02%** entre 2012 et 2016 et enregistre une moyenne de **5,86%** sur la période.



Graphique 2 : Évolution de la DTS par rapport au PIB de 2012 à 2016

Comparativement aux pays membres de l'espace CEDEAO dont la part moyenne de la DTS rapportée au PIB représente 5,97% en 2014, la Côte d'Ivoire avec 5,66% est en deçà et investit moins dans la santé que la Sierra Leone (11,09%), le Libéria (10,04%), la Gambie (7,34%) et le Mali (6,86%)⁶.

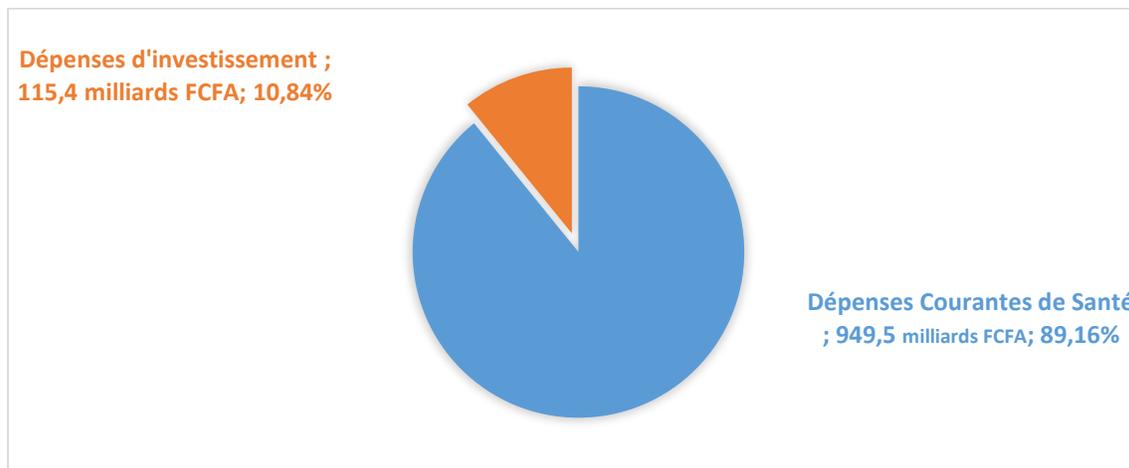
⁶ Perspective monde, santé 2014

I.2 Analyse des dépenses de santé

La dépense totale de santé est composée de la dépense courante de santé et des dépenses d'investissements.

1.2.1 Analyse de la dépense totale de santé

La dépense totale de santé est composée de la dépense courante de santé et des dépenses d'investissements. En 2016, la **dépense totale de Santé** est estimée à **1 064,9 milliards de FCFA**, dont **949,5 milliards de FCFA (89,16%)** de Dépense Courante (DCS) et **115,4 milliards de FCFA (10,84%)** de Dépenses d'Investissements (DI).



Graphique 3 : Répartition de la DTS 2016

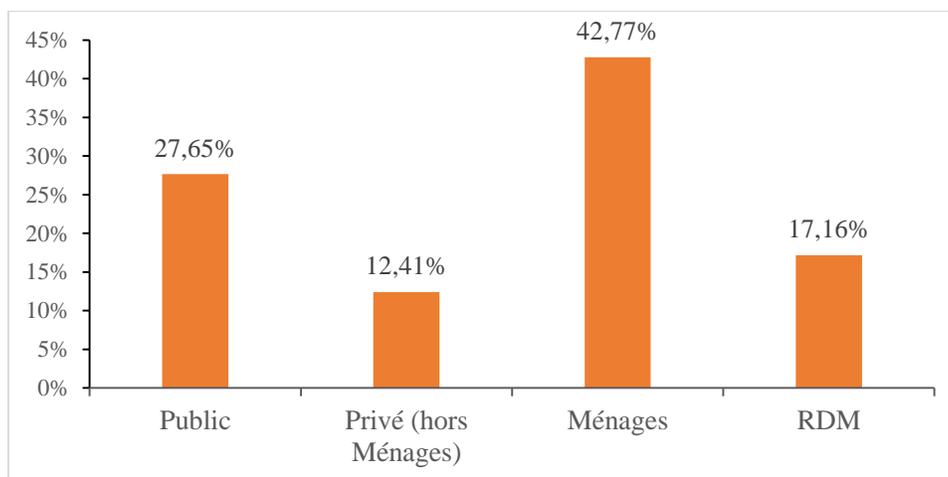
La dépense totale de santé par habitant pour l'année 2016 est estimée à **44 464 F CFA** (\$US 88,93) pour un PIB par habitant de **884 982 F CFA**, soit une consommation en santé de **5,02%** de la richesse individuelle apparente.

Il est à noter que le niveau de **88,93 USD** par habitant est légèrement supérieur à la référence de **88 USD** défini par la commission macroéconomie et santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en 2015. Cela traduit que des efforts au niveau du pays doivent être poursuivis pour assurer une fourniture en services de santé aux populations.

1.2.2 Analyse de la Dépense Totale de Santé par source de financement

Les sources de financement sont des unités institutionnelles : État, Entreprises, Ménages et RdM. Ces entités utilisent plusieurs modes pour l'acquisition des médicaments et autres produits de santé notamment les paiements directs, les assurances maladie obligatoires et volontaires, etc.

Il ressort que les ménages restent la première source de financement du système de santé avec une contribution de **42,77%**. Le financement de la santé reste toujours tributaire des ménages. La part du secteur public a excédé le quart de la DTS et s'établit à **27,65%**. Cela traduit les efforts de l'État à poursuivre ses engagements vis-à-vis de la population. Toutefois, des efforts restent à faire afin de parvenir à la protection des ménages contre le risque financier en santé.



Graphique 4 : Répartition de la DTS par source de financement 2016

1.2.3 Analyse de la Dépense totale de santé par pathologie

La répartition de la DTS par maladie montre que :

- **Le paludisme** a absorbé **197,6 milliards de FCFA** en 2016, soit **18,55%** de la **DTS**. Il demeure la première cause de dépense de santé. Les principaux postes de dépenses concernent l'achat de biens médicaux que sont les produits pharmaceutiques et les autres produits de santé (moustiquaires imprégnées à longue durée d'action, matériels d'injection, matériel de diagnostic, tests de dépistage rapides, matériel de consultation) ;
- **Le VIH et le sida et autres maladies sexuellement transmissibles** ont consommé au total **85,3 milliards de FCFA**, soit **8,01%** de la **DTS**. Ce financement a contribué en 2016 à dépister 68% des personnes vivant avec le VIH (PVVIH), à mettre sous traitement 60% d'entre ces PVVIH dépistées et 78% de ces PVVIH sous traitement ont eu une charge virale indétectable ;
- **La tuberculose** avec **4,1 milliards de FCFA**, représente **0,38%** de la **DTS**. Ces dépenses ont permis l'acquisition de bien médicaux et la satisfaction de services non-sanitaires. Il s'agit essentiellement des antituberculeux pour les biens médicaux, de l'assistance technique, de la recherche opérationnelle, de la formation pour les services non- sanitaires ;
- **Les affections maternelles** (accouchement normal, césarienne, maladies et problèmes de santé liés à la maternité) ont capté **91,8 milliards de FCFA**. Cela a contribué à atteindre un taux d'accouchement assisté de 73,6%⁷;
- Les dépenses liées à **la planification familiale** ont atteint un montant de **13,9 milliards FCFA**, contribuant à un taux de prévalence contraceptive de **20%**⁸ pour toutes les femmes en 2016 ;

⁷ MICS,2016

⁸ TRACK2020, 2016

- **Les Maladies Non transmissibles** ont consommé **176,4 milliards de FCFA** contre **172,3 milliards de FCFA** en 2015.

1.2.4 Analyse de la Dépense d'Investissement (DI) et de la Dépense Courante de Santé (DCS)

Les dépenses en infrastructure et les dépenses en équipement constituent les volets les plus absorbants de la DI. En effet, la **construction** et la **réhabilitation** des établissements sanitaires représentent le premier poste de dépenses avec **58,87%**. Les dépenses **en matériel de transport** viennent à la suite avec un taux de **12,66%** et les dépenses en équipement médicaux, soit **10,77%**. La recherche éducation et développement en santé représente **1,6 milliards de FCFA, moins de 2%**.

L'analyse de la DCS, selon les fonctions de soins de santé, indique que les soins curatifs et les biens médicaux sont les plus consommés, soit respectivement **376,5 milliards de FCFA (39,65%)** et **235,9 milliards FCFA (24,85%)**. Les soins préventifs et promotionnels et la gouvernance du système de la santé ont absorbé respectivement **178,9 milliards de FCFA (18,84%)** et **142,9 milliards de FCFA (15,05%)**. Le financement du système de la santé est orienté vers les soins curatifs que les soins préventifs.

Tableau 1: Chiffres clés des Comptes de la Santé 2016

N°	LIBELLE	MONTANT
1	Population Totale en 2016	23 950 477
2	PIB (en milliards FCFA)	21 195,7
3	PIB par habitant (FCFA)	884 982
4	Dépenses Totales de Santé (DTS) en milliards FCFA	1 064,9
5	Dépenses Courantes de Santé (DCS) en milliards FCFA	949,5
6	Dépenses d'Investissement en milliards FCFA	115,4
7	DTS par habitant (FCFA)	44 464
8	Dépenses publiques de santé en milliards FCFA	294,5
9	Paiements directs des ménages en santé en milliards FCFA	381,2
10	Dépense Courante de Santé (DCS) pour les Médicaments et autres produits de santé en milliards FCFA	449,9
11	Répartition de la DCS pour les Médicaments et autres produits de santé (%)	
12	Administration publique	5,16
13	Privé	12,43
14	Paiements directs des Ménages	67,02
15	Reste du monde	15,39

II. Analyse du financement du médicament et autres produits de santé

Les médicaments représentent entre 20% et 60% des dépenses de santé des ménages dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, contre 18% dans les pays appartenant à l'organisation de coopération et de développement économique.

En Côte d'Ivoire, la production pharmaceutique locale est estimée à seulement 6%⁹ avec une disponibilité moyenne de tous les médicaments de 31,6% et une très faible disponibilité et accessibilité des produits de santé au niveau périphérique qui se situe entre 23% et 35%.

Selon les CS, les dépenses en médicaments des ménages représentaient à elles seules 63,29% et 69,20% de leurs dépenses totales en santé respectivement en 2014 et 2015. Cette situation pourrait constituer un obstacle à l'accès aux services de santé et une source d'appauvrissement des ménages.

De ce qui précède, il s'avère opportun de faire une analyse des dépenses en médicaments et autres produits de santé par source de financement en Côte d'Ivoire par types de pathologie afin d'apporter des réponses en vue d'inverser la tendance en faveur des ménages.

II. 1. Profil du financement du médicament et autres produits de santé

Les efforts réalisés dans le cadre du financement du médicament et autres produits de santé peuvent s'analyser par source de financement et par source d'acquisition.

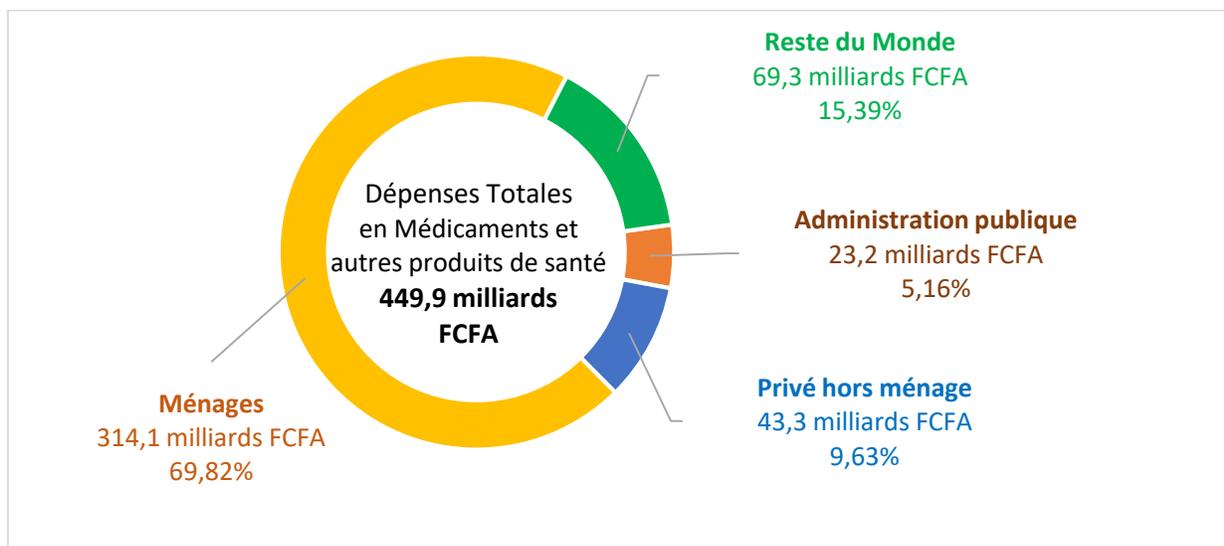
a. Dépenses en médicaments et autres produits de santé par source de financement

Les dépenses en médicaments et autres produits de santé en 2016 s'élèvent à **449,9 milliards FCFA**. L'analyse révèle que ces dépenses reposent essentiellement sur les ménages avec une contribution de **314,1 milliards FCFA (69,82%)**. Les dépenses de l'Administration publique (**5,16%**) demeurent faibles par rapport aux autres sources de dépenses. Cet état limite l'atteinte des objectifs de la politique pharmaceutique nationale.

Le défi est de contribuer à un prix rémunérateur pour les acteurs du secteur, qui garantisse au mieux l'accessibilité au médicament pour le patient. Toutefois, l'accessibilité financière aux médicaments ne doit pas se faire au détriment de sa qualité. Pour ce faire, le Gouvernement s'est engagé à favoriser le développement de partenariats public-privé pour la recherche et le développement de produits locaux d'intérêt pharmaceutique. En outre, il est envisageable de simplifier les procédures de création des industries pharmaceutiques tout en respectant les règles de bonne gouvernance.

“Les ménages paient un lourd tribut en supportant 70% des dépenses en médicament et autres produits de santé.”

⁹ PNDS 2016-2020



Graphique 1 : Répartition des dépenses en médicaments et autres produits de santé par source de financement

b. Paiements directs des ménages en médicaments et autres produits de santé par prestataire

Les paiements directs correspondent aux paiements effectués de la poche de l'individu quand il accède aux services et soins de santé chez un prestataire. Ils incluent entre autres les frais de consultation, les frais pour les médicaments, les paiements dans les établissements de soins, les frais pour des tests et analyses médicales et les paiements pour les services de santé traditionnels ou alternatifs.

Les médicaments et autres produits de santé sont disponibles chez différents prestataires qui représentent les sources d'acquisition pour répondre aux besoins des ménages. Selon le tableau ci-après, les paiements directs des ménages pour les médicaments et autres produits de santé s'élèvent à **301,5 milliards FCFA** en 2016.

Tableau 2 : Répartition des paiements directs en médicaments et autres produits de santé par prestataire (en million de FCFA)

Prestataires de soins de santé	Médicaments	Autres produits de santé	Total	Proportion%
Secteur public	41 072,1	19 969,9	61 042,0	20,24
Hôpitaux Généraux Publics	19 289,4	11 979,0	31 268,4	10,37
Centres de soins ambulatoires non spécialisés	18 096,7	7 271,9	25 368,6	8,41
Hôpitaux psychiatriques	98,3	300,8	399,1	0,13
Hôpitaux spécialisés (ICA, UNT, ...)	1 260,1	0,0	1 260,1	0,42
Centres de planning familial	365,7	0,0	365,7	0,12
Centres Antituberculeux	163,0	0,0	163,0	0,05
Maternités	1 798,9	418,2	2 217,1	0,74
Secteur privé	232 904,8	7 592,8	240 497,7	79,76
Pharmacies privées	197 909,4	0,0	197 909,4	65,63
Tradipraticiens	21 551,4	48,3	21 599,7	7,16
Polycliniques et Cliniques	11 905,7	5 695,8	17 601,6	5,84
Prestataires de services de soins de santé à domicile	380,9	1 071,0	1 451,9	0,48
Laboratoires Médicaux et de diagnostique	1 157,4	74,2	1 231,6	0,41
Cabinets médicaux	0,0	527,9	527,9	0,18
Centres de dialyse	0,0	175,6	175,6	0,06
Ensemble des Prestataires	273 976,8	27 562,8	301 539,5	100

Plus de trois quart des dépenses en médicaments et autres produits de santé sont effectuées dans le secteur privé. Cette situation s'expliquerait entre autres par l'indisponibilité de certains produits pharmaceutiques dans les établissements publics de soins et la rupture de stocks, ce qui conduit les ménages à s'approvisionner au privé. Aussi, le prix élevé des produits pharmaceutiques dans le secteur privé comparativement aux établissements publics pourrait justifier cette grande part des paiements directs observée dans le secteur privé.

II. 2. Dépenses en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge

L'analyse des dépenses en médicaments et autres produits de santé est faite en prenant en compte les différents types de pathologies et selon l'âge sur la base de la dépense publique, des paiements directs et des dépenses du RdM.

II.2.1 Dépense publique en médicaments et autres produits de santé

L'État au travers de la mesure de gratuité ciblée et des dotations aux établissements sanitaires contribue au financement du médicament et autres produits de santé. La contribution de l'État en 2016 s'élève à **23,2 milliards FCFA**.

a- Dépenses publiques en médicaments et autres produits de santé par pathologie

Les dépenses publiques en médicaments et autres produits de santé en 2016 sont en grande partie orientées vers le financement des Maladies infectieuses et parasitaires (**71,27%**). Quant aux maladies non transmissibles dites émergentes, elles ne représentent que **7,10%**.

Tableau 3 : Répartition des dépenses publiques en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie (En million de FCFA)

Type de pathologie	Montant	%
Maladies infectieuses et parasitaires	16 537,6	71,27
Santé de la reproduction	1 094,3	4,72
Carences nutritionnelles	32,0	0,14
Maladies non transmissibles	1 648,7	7,1
Non liées à une maladie spécifique	3 795,5	16,36
Autres maladies/affections non spécifiées	97,4	0,42
Total	23 205,48	100

Sur un total de **23,2 milliards** financés pour l'acquisition des médicaments, l'État a consacré **16,5 milliards** pour les maladies infectieuses et parasitaire dont **5,2 milliards** pour la lutte contre les maladies évitables par la vaccination, **4,7 milliards** pour la lutte contre le VIH et sida et autres infections Sexuellement Transmissibles, **3,7 milliards** pour la lutte contre les autres maladies infectieuses et parasitaires non spécifiées et **2,3 milliards** pour le paludisme. Par ailleurs, **3,9 milliards** ont été dépensés pour les ARV, environ **2 milliards** pour les vaccins et **1,4 milliards** pour les antipaludiques.

b- Dépenses publiques en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge

L'analyse montre que l'État consacre près de 80% de son financement pour la prise en charge des enfants de moins de 5 ans et des personnes de 15-49 ans. La majorité des dépenses publiques en médicaments et autres produits de santé est orientée vers la santé de la mère et de l'enfant. Cela reflète l'engagement de l'État à réduire la morbidité et la mortalité maternelle et infantile.

Tableau 4 : Répartition des dépenses publiques par type de pathologie et par âge

<i>CFA Francs (XOF) Million</i>	< 5 ans	5-14 ans	15-49 ans	50 ans et plus et âge non spécifié	Ensemble	%
Maladies infectieuses et parasitaires	8 032,1	1 954,9	5 014,8	1 535,8	16 537,59	71,27
Santé de la reproduction	8,8		1 085,5		1 094,29	4,72
Carences nutritionnelles	30,8	1,1			31,96	0,14
Maladies non transmissibles	11,1	53,5	693,7	890,4	1 648,67	7,1
Non lié à une maladie spécifique	1 318,9	403,8	1 794,9	277,8	3 795,52	16,36
Autres maladies/affections non spécifiées	95,4	0,0	0,0	2,0	97,44	0,42
Total	9 497,2	2 413,4	8 588,9	2 706,1	23 205,48	100
	40,93%	10,40%	37,01%	11,66%	100%	

II.2.2 Paiements directs des ménages

a. Paiements directs des ménages en médicaments par pathologie

Les versements directs des ménages pour l'achat de médicaments et autres produits de santé sont passés de **290,0 milliards FCFA** en 2015 à **301,5 milliards FCFA** en 2016, soit une progression de **3,96%**.

Tableau 5 : Répartition des dépenses directes des ménages en médicaments par pathologie

Classification des maladies / affections	Produits pharmaceutiques	Autres produits de santé	Biens de santé	
			Total	%
Maladies infectieuses et parasitaires	82 342,2	5 580,3	87 922,5	29,16
Santé de la reproduction	56 700,3	5 312,3	62 012,5	20,57
Carences nutritionnelles	857,0	5,3	862,2	0,29
Maladies non transmissibles	93 215,9	11 610,8	104 826,6	34,76
Traumatismes	14 159,5	1 196,5	15 355,9	5,09
Non lié à une maladie spécifique	6 815,2	1 185,2	8 000,4	2,65
Autres maladies/affections non spécifiées	19 886,8	2 672,5	22 559,3	7,48
TOTAL	273 976,8	27 562,8	301 539,5	100%

Le tableau ci-dessus montre que **34,76%** des versements directs ont été consacrés aux maladies non transmissibles faisant d'elles le premier poste de dépenses directes des ménages en bien de santé.

Les maladies non transmissibles constituent la première cause de dépenses directes des ménages en médicament et autres produits de santé.

Selon l'OMS, en Côte d'Ivoire, Les maladies non transmissibles (MNT) sont en progression, notamment les cancers, l'HTA, le diabète et

constituent une préoccupation nationale, ceci en raison des changements dans les modes de vie des populations et surtout d'un diagnostic et d'une prise en charge tardifs. Les MNT sont responsables de 31%¹⁰ des décès qui surviennent en Côte d'Ivoire.

Cette transition épidémiologique mérite d'être prise en compte car les dépenses relatives aux MNT reposent principalement sur les ménages. En effet, l'État et le RdM n'ont dépensé, respectivement que, **7,10%** et **0,01%** en médicaments pour la prise en charge des MNT.

Notons que pour les maladies infectieuses et parasitaires, l'État et le RdM consacrent respectivement **71,27%** et **96,99%** de leurs dépenses en médicaments. Malgré la part considérable des dépenses de l'État et du RdM dans la prise en charge des maladies infectieuses et parasitaires, les ménages y contribuent encore à hauteur de **29,16%**. Ces paiements directs sont absorbés majoritairement pour l'acquisition des antipaludiques, la prise en charge des infections respiratoires et des maladies diarrhéiques.

Au niveau de la santé de la reproduction, les dépenses des ménages en médicaments et autres produits de santé s'élèvent à **62 milliards FCFA**. Ces dépenses sont essentiellement liées à l'achat des médicaments pour la prise en charge des accouchements (y compris les césariennes), des nouveaux nés et la planification familiale.

¹⁰ http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/137145/1/ccsbrief_civ_fr.pdf

b. Paiements directs des ménages en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge

Tableau 6 : Répartition des paiements directs des ménages en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge

<i>CFA Francs (XOF), Million</i>	< 5 ans	5-14 ans	15-49 ans	50 ans +	Ensemble
Maladies infectieuses et parasitaires	14 619,1	12 239,6	47 969,6	14 294,5	89 122,8
Santé de la reproduction	4 795,4	153,1	56 896,5	474,8	62 319,8
Carences nutritionnelles	799,9	48,8	41,2	65,8	955,6
Maladies non transmissibles	4 126,9	4 490,8	42 569,0	67 520,1	118 706,7
Traumatismes	54,1	331,5	7 384,7	7 307,1	15 077,5
Non lié à une maladie spécifique	65,4	20,2	6 569,5	1 277,8	7 932,9
Autres maladies/affections non spécifiées	3 589,5	642,3	2 069,3	1 123,2	7 424,3
Total par groupe d'âge	28 050,3	17 926,3	163 499,9	92 063,1	301 539,5
	9,30%	5,94%	54,22%	30,53%	100%

Environ 50% de la population en 2016 est représentée par la tranche d'âge 15-49 ans tandis que près de 9% de celle-ci concerne la tranche des 50 ans et plus. Les paiements directs par habitant dans la tranche d'âge 15-49 ans est de 13 900 FCFA alors que ceux des 50 ans et plus est à 43 646 FCFA. Le constat est tel que les ménages dépensent beaucoup plus lorsqu'ils atteignent l'âge de 50 ans et plus. Cela ramène à se poser la question sur la protection sociale de cette tranche d'âge déjà exposée aux maladies non transmissibles tout comme la tranche d'âge 15-49 ans. Aussi, l'analyse révèle que les ménages dépensent moins pour la prise en charge des enfants de moins de 5 ans et un peu plus pour la tranche d'âge 15-49 ans. Cela est en phase avec les politiques actuelles de santé avec un alignement des paiements directs de ces deux tranches d'âges à la cible prioritaire de l'État notamment la santé de la mère et de l'enfant.

II.2.3 Dépense en médicaments et autres produits de santé du RdM

Le Reste du Monde (RdM) désigne tout ce qui ne fait pas partie de l'entité nationale. Il est généralement utilisé pour désigner les financements des parties prenantes de l'extérieur et comprend la coopération multilatérale (agences des Nations Unies, Banque Mondiale, Commission Européenne ...), la coopération bilatérale (fonds des gouvernements Américain, Français...), les ONG et Fondations Internationales.

En 2016, le RdM a contribué à hauteur de **182,7 milliards FCFA**, soit **17,16%** du financement global du système de santé. Les dépenses en médicaments et autres produits de santé s'élèvent à **69,3 milliards FCFA**, soit **37,91%** des dépenses du RdM.

a- Dépense du RdM en médicaments par pathologie

Les dépenses en médicaments et autres produits de santé du RdM sont essentiellement orientées vers les maladies infectieuses et parasitaires (**95,69%**).

Les maladies non transmissibles, dites émergentes, captent seulement **0,01%** des dépenses en médicament du RdM.

Tableau 7: Répartition des dépenses du RdM en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie

<i>CFA Francs (XOF), Millions</i>	<i>RdM</i>	<i>%</i>
Maladies infectieuses et parasitaires	66 274,80	95,69
Santé de la reproduction	1 821,28	2,63
Carences nutritionnelles	879,13	1,27
Maladies non transmissibles	4,44	0,01
non lié à une maladie spécifique	276,29	0,40
Total	69 255,94	100

Dans la catégorie des maladies infectieuses et parasitaires, le RdM finance majoritairement les dépenses pour l'acquisition des médicaments de lutte contre le VIH et le sida, le paludisme et la tuberculose. Ces trois pathologies mobilisent **53,6 milliards**, soit **77,4%** du financement du RdM en achats de médicaments. Ces médicaments et autres produits de santé sont notamment les MII, les ARV, les antipaludiques, les antituberculeux, etc.

b- Dépense du RdM en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge

Le RdM et l'État de Côte d'Ivoire accentuent leur financement sur deux cibles majeures : les enfants de 0 à 5 ans et les femmes en âge de procréer (15-49 ans).

En 2016, sur **69,3 milliards** de financement du RdM pour les médicaments, **78,6%** des dépenses ont été orientées sur ces cibles. Les femmes en âge de procréer ont une part de **40%** du financement tandis que les enfants captent **38,6%**.

Tableau 8: Répartition des dépenses du RdM en médicaments et autres produits de santé par type de pathologie et par âge

<i>CFA Francs (XOF), Millions</i>	<i>< 5 ans</i>	<i>5-14 ans</i>	<i>15-49 ans</i>	<i>Autre âge et âge non spécifié</i>	<i>TOTAL</i>
Maladies infectieuses et parasitaires	25 644,3	12 143,6	25 826,6	2 660,4	66 274,8
Santé de la reproduction	94,6		1 726,7		1 821,3
Carences nutritionnelles	877,4		1,7		879,1
Maladies non transmissibles			4,4		4,4
Non lié à une maladie spécifique	96,0	29,4	130,7	20,2	276,3
TOTAL	26 712,3	12 173,0	27 690,1	2 680,6	69 255,9

Conclusion et recommandations

L'exercice des Comptes de la Santé 2016 a permis de passer en revue dans leur ensemble et de manière spécifique les défis actuels du financement des médicaments, vaccins et autres produits de santé. Les comptes de façon générale révèlent que les ménages assurent l'essentiel du financement des dépenses de santé, malgré les efforts consentis par l'Etat pour leur garantir un meilleur état de santé.

Les dépenses en médicaments et autres produits de santé telles que montrées par les résultats des Comptes de la Santé ne garantissent toujours pas une protection contre le risque financier en santé des ménages. Aussi, face au risque de réduction du financement de la santé par le RdM, l'Etat devrait accroître son financement et définir des stratégies innovantes pour pérenniser et capitaliser les acquis.

La mise en œuvre de la couverture maladie universelle et l'atteinte de la couverture sanitaire universelle sont le gage de la protection effective des ménages contre le risque financier en santé. Afin de réduire les paiements directs pour les médicaments et autres produits de santé, les recommandations suivantes sont suggérées :

- encourager l'utilisation des médicaments génériques ;
- faire la promotion de la médecine préventive (afin de réduire les dépenses de santé en soins curatifs) ;
- subventionner les médicaments des maladies non transmissibles (hta, diabète, cancer...) ;
- promouvoir l'industrie pharmaceutique locale ;
- mettre en place un dispositif d'achat groupé pour améliorer l'accès financier aux médicaments et autres produits de santé ;
- poursuivre ses efforts dans la mise en œuvre effective de la couverture maladie universelle (CMU) afin d'améliorer la protection financière des ménages en santé ;
- accroître les financements des médicaments et autres produits de santé en faveur de la santé de la mère et de l'enfant ;
- améliorer la disponibilité et le cadre de gestion des médicaments au sein des structures de santé publique.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des indicateurs des CS 2012 à 2016

	2012	2013	2014	2015	2016
Indicateurs Socioéconomiques Généraux					
Population Totale (Nombre d'habitants)	21 775 431	22 169 622	22 671 331	23 250 385	23 950 477
PIB en milliards	13 804,00	15 459,00	16 901,30	19 486,26	21 195,7
PIB par habitant	594 966,00	649 001,00	745 492,20	838 104,70	884 982
Budget de l'Etat en milliards	3160,7	3815,2	4248,3	5014,3	5813,3
Budget de l'Etat alloué à la santé en milliards (Abuja)	158,8	210	275,6	332,2	350,7
% Budget consacré à la Santé	5,02%	5,50%	6,49%	6,63%	6,03%
Dépense publique de santé en milliards de FCFA	172,4	213,6	231,1	268,5	294,5
% Dépense publique de santé rapportée au PIB	1,25%	1,38%	1,37%	1,38%	1,39%
Quelques Indicateurs des Comptes de la Santé (CS)					
Dépenses Totales de Santé en milliards	877,5	872,7	957,3	1141	1064,9
Dépenses Courantes de Santé en milliards	823,3	783,9	880,7	1029,7	949,5
Formation Brute de Capital en milliards	53,3	85,1	73,7	110,1	113,8
Education/Recherche et développement (HKR)	0,8	3,7	2,9	1,1	1,6
% FBC (y compris HKR) dans les DTS	6,17%	10,18%	8,00%	9,75%	10,84%
DCS rapportée au PIB	5,96%	5,73%	5,21%	5,28%	4,48%
DTS rapportée au PIB	6,36%	6,38%	5,66%	5,86%	5,02%
DTS par habitant en FCFA	40 298	39 365	42 225	49 073	44 464
Sources de Revenu en milliards (FSRI)	877,5	872,7	957,3	1141	1064,9
Public	172,5	213,6	231,100	268,500	294,5
% Public dans la DTS	19,66%	24,48%	24,14%	23,53%	27,65%
Privé (hors Ménages)	120,4	125,2	132,400	127,700	132,2
% Privé (hors Ménages) dans la DTS	13,72%	14,35%	13,83%	11,19%	12,41%
Ménages	446	446,8	461,600	436,100	455,5
% Ménages	50,83%	51,20%	48,22%	38,22%	42,77%
RDM	138,6	87,1	132,200	308,700	182,70
% RDM dans la DTS	15,79%	9,98%	13,81%	27,06%	17,16%
Dépenses des Ménages					
Versements directs des ménages en milliards	441,9	445,8	460,6	371,4	381,2
Versement directs des ménages rapportés au DTS	50,37%	51,08%	48,11%	32,55%	35,80%
Versement direct des ménages par habitant	20 294	20 109	20 315	15 976	15 916

Annexe 2 : Paiements directs des ménages en médicaments et autres produits de santé par maladies en 2016

Classification des maladies / affections	Produits pharmaceutiques	Autres produits de santé	Ensemble des produits pharmaceutiques	%
Maladies infectieuses et parasitaires	82 342,2	5 580,3	87 922,5	29,16%
VIH/SIDA et autres Maladies Sexuellement Transmissibles	573,0	9,1	582,1	0,19%
Tuberculose	203,4	0,0	203,5	0,07%
Paludisme	70 491,1	5 216,6	75 707,6	25,11%
Infections des voies respiratoires	4 122,8	52,4	4 175,1	1,38%
Maladies diarrhéiques	2 848,8	251,5	3 100,2	1,03%
Maladies tropicales négligées	1 298,7	33,1	1 331,8	0,44%
Maladies évitables par la vaccination	1 401,6	10,4	1 412,0	0,47%
Autres maladies, infectieuses et parasitaires	1 402,9	7,2	1 410,1	0,47%
Santé de la reproduction	56 700,3	5 312,3	62 012,5	20,57%
Affections maternelles	26 271,9	4 376,8	30 648,7	10,16%
Affections périnatales (planning familial)	4 298,8	496,6	4 795,4	1,59%
Affections liées à la santé de la reproduction non spécifiées	25 541,1	435,9	25 977,0	8,61%
Carences nutritionnelles	857,0	5,3	862,2	0,29%
Maladies non transmissibles	93 215,9	11 610,8	104 826,6	34,76%
Tumeurs	1 140,0	126,8	1 266,8	0,42%
Diabète	23 089,2	911,7	24 000,9	7,96%
Hypertension artérielle	18 356,3	3 002,4	21 358,7	7,08%
Troubles mentaux (psychiatriques)	748,8	334,8	1 083,6	0,36%
Troubles du comportement	686,2	44,1	730,3	0,24%
Maladies neurologiques	4 689,8	377,1	5 066,9	1,68%
Maladies de l'appareil respiratoire	16 717,4	2 112,1	18 829,5	6,24%
Maladies de l'appareil digestif	12 624,4	1 614,9	14 239,3	4,72%
Maladies de l'appareil urogénital	770,1	425,5	1 195,6	0,40%
Troubles des organes des sens	13 181,8	2 530,3	15 712,1	5,21%
Maladies bucco-dentaires	1 211,8	131,1	1 342,9	0,45%
Traumatismes	14 159,5	1 196,5	15 355,9	5,09%
Non lié à une maladie spécifique	6 815,2	1 185,2	8 000,4	2,65%
Autres maladies/affections et maladies/affections non spécifiées	19 886,8	2 672,5	22 559,3	7,48%
TOTAL	273 976,8	27 562,8	301 539,5	100%